

IDÉES/

Anticiper la fin des supermarchés

La disparition programmée des grandes surfaces ne doit pas être une fatalité. Au contraire, c'est une opportunité pour repenser le développement local sur de nouvelles bases comme celles de débitumer, dépolluer, réensauvager.

Un demi-siècle après l'apparition des premières friches industrielles, traverser la France en juillet 2021 offre l'occasion d'un nouveau traumatisme visuel : celui des friches commerciales. Car celles-ci ne concernent plus seulement les devantures vides qui parsèment tristement les rues commerçantes des villes moyennes, à laquelle on avait fini par s'habituer. Elles s'offrent à tous les regards puisqu'elles touchent désormais les entrées de ville, longtemps symboles de l'hypermodernité, mais dont les parkings vides et les entrepôts fermés déploient à présent une nouvelle imagerie du déclin urbain. Les causes sont bien connues : prise en tenaille entre une demande de relocalisation alimentaire accrue par les ruptures de stock apparues lors des confinements et la facilité, souvent moins avouable, de la livraison à domicile, la grande distribution semble, à terme, condamnée.

Faut-il s'en réjouir ? Non, tant le règne annoncé du capitalisme de plateforme, qui repose sur la destruction de l'emploi local et l'exploitation d'une main-d'œuvre corvéable à merci comme de producteurs mis en concurrence à l'échelle internationale, s'annonce encore bien pire. Mais il n'en faut pas moins passer sous silence les immenses dommages causés par cette forme commerciale longtemps hégémonique. Il ne s'agit pas seulement de l'appauvrissement psychique de consommateurs « perdus » entre des rayons promotionnels, à la recherche d'une introuvable « personnalité authentique » (comme dans la chanson *Lost in the Supermarket* des Clash), voire dépeints comme des zombies errant dans un centre commercial (comme dans les films horrifiques de George A. Romero). Et



Un parking d'hypermarché à Perpignan. PHOTO JC MILHET, HANS LUCAS

encore la contre-culture du tournant des années 80 était-elle loin d'imaginer les raffinements de l'expérience d'aliénation qui serait ensuite permise par les caisses automatiques... Il ne s'agit pas non plus seulement des effets si lointains de l'allongement des chaînes de valeur : peu de consommateurs savent par exemple que derrière la pastèque marocaine de l'étal d'un hypermarché francilien, c'est l'eau des portes du Sahara qui est en fait vendue, et que son exportation accroît la pénurie désormais chronique pour les habitants de Zagora.

Ce que rend soudainement visible cette multiplication des fermetures de supermarchés, c'est que ces dommages ne concernent plus seulement un horizon distant, mais bien un amont proche. Celui du paysage banal de la vie quotidienne balafé par un bitume désormais inutile. Celui de petites communes démunies face à la fermeture brutale d'un supermarché dont on peine à se souvenir que l'ouverture avait inexorablement laminé les petits commerces avoisinants. D'où des questions très concrètes. Que faire avec ces emplois disparus ?

Où s'approvisionner ? Ces questions, pour l'heure encore cantonnées à quelques territoires « pionniers » de la mort du supermarché, promettent de se poser de manière particulièrement intense en France. Tout simplement parce qu'il s'agit du pays où le ratio de mètres carrés de surface commerciale par habitant est le plus élevé d'Europe.

PÉNURIE

Rappelons que depuis le début des années 70, l'implantation (ou l'agrandissement) des grandes surfaces est soumise à l'approba-

tion de commissions ad hoc. Ce système opaque a généré une intense corruption, du simple enrichissement personnel au financement occulte des partis politiques. Il a également nourri l'émergence de nombreuses grandes fortunes françaises, recourant parfois à l'évasion fiscale. Mais évidemment, il a généré de nombreux perdants. Bien des centres-villes ont vu leur armature commerciale détruite par les supermarchés périphériques, préalable à une spirale sans fin de déclin et de tensions. A Roubaix, ville-laboratoire ceinturée de su-

permarchés dès la fin des années 70 (dont le quartier des Hauts-Champs a donné son nom à Auchan), l'extrême droite, propulsée par des commerçants en voie de paupérisation, a ainsi réalisé une percée remarquable dès le début des années 80. La même histoire s'est ensuite multipliée silencieusement dans de nombreuses villes moyennes et petites.

Rappelons également qu'outre la pollution générée par la grande distribution (par l'élargissement des chaînes logistiques, mais aussi par la dépendance à la voiture individuelle), l'imperméabilisation massive des centres commerciaux produit par ailleurs un coût environnemental immense, sous forme d'une destruction de la biodiversité, de risques accrus d'inondation, et enfin d'îlots de chaleur. Ces risques sont d'autant plus élevés que les zones commerciales périphériques se voient généralement gagnées par la ville. En effet, implanter une zone commerciale et créer de nouvelles dessertes routières, c'est rendre de nouveaux terrains accessibles, et donc valorisables par la forme urbaine la plus gourmande en foncier : les lotissements pavillonnaires. Rendre constructibles les terres agricoles, c'est certes financer silencieusement la fin de l'agriculture en offrant un revenu complémentaire à l'exploitant qui, pour prendre sa retraite, n'en reste pas moins un électeur... Mais c'est oublier que ces terres ne seront désormais plus exploitables, alors même qu'un nombre croissant de jeunes désireux de lancer des activités agricoles plus vertueuses se heurtent à la pénurie de foncier.

La disparition programmée des grandes surfaces ne doit donc pas être subie comme une fatalité : elle doit être pensée comme un levier, une opportunité pour repenser le développement local sur de nouvelles bases. Les grandes surfaces constituent un cheval de Troie de l'étalement urbain, une forme urbaine construite sur une consommation foncière effrénée, et qui conduit des populations à un éloignement les fragilisant par le surendettement et la dépendance automobile. Au cours des dernières années, la multiplication des ZAD puis l'explosion des gilets jaunes sont venues clairement démontrer que la «solution périurbaine» miraculeuse aux inégalités croissantes – car elle permet une accession, bien que de plus en plus dégradée, à la propriété, loin des centres métro-

politains en gentrification, tout en soutenant de prospères secteurs (banques, assurances, énergies fossiles, construction) – est désormais à bout de souffle.

DÉMOLITION

Autant, donc, anticiper. Quid de la remise en état de terrains imperméabilisés, non sécurisés ni entretenus ? Des solutions existent pour débitumer, dépolluer, voire réensauvager. Elles peuvent permettre de restaurer les écosystèmes, voire de soutenir l'émergence d'une offre de commerces et de services plus adaptée aux nouvelles demandes. Mais elles coûtent cher. Qui doit payer ? Si l'opérateur se contente de mettre la clé sous la porte avant de partir vers des activités plus lucratives ou des lieux plus conciliants, alors le modèle des grandes surfaces, qui repose dès ses origines sur la démolition économique, sociale et environnementale des territoires, apparaîtra définitivement comme un modèle extractiviste. Autrement dit, un modèle de mal-développement courant dans les pays pauvres soumis aux opérations d'investisseurs distants, qui viennent piller le territoire avec la complicité du pouvoir local avant de s'enfuir sans rendre de comptes. Finalement, le problème qui risque de se poser à de nombreuses petites communes est comparable à la fermeture annoncée d'une mine. Aux élus et aux populations d'anticiper, en scrutant les évolutions de la grande distribution, en se rapprochant d'autres territoires concernés par le problème, mais aussi en faisant bon usage de l'arsenal réglementaire désormais à leur disposition. ◀

Max Rousseau est l'auteur de *Déclin urbain. La France dans une perspective internationale*, éditions du Croquant, 2021, et *Plus vite que le cœur d'un mortel. Désurbanisation et résistances dans l'Amérique abandonnée*, éditions Grevis, à paraître.

Par
**MAX
ROUSSEAU**



Chargé de recherche en science politique à l'UMR ART-Dev, Montpellier

Paul Garde, une vie les Balkans au cœur



Le linguiste et professeur émérite de l'université de Provence, qui s'était engagé contre la purification ethnique lors de la désintégration yougoslave dans les années 90, est mort à 94 ans fin juillet.

Ce jour-là, il avait sorti de ses archives des cartes de couleur, des dépliants jaunis, des manifestes dans toutes les langues. Comme pour raconter à nouveau la diversité et la richesse des Balkans que l'on disait compliqués. C'était un après-midi ensoleillé de février 2002 à Aix-en-Provence, dans le calme de son bureau bibliothèque. Dix ans après le déclenchement de la guerre en Bosnie-Herzégovine, Paul Garde parcourait pour *Libération* une région qu'il portait au cœur, à peine sortie des abysses de la purification ethnique. C'était aussi dix ans après la publication d'un de ses livres qui l'avait fait connaître du grand public et fait de ce linguiste l'un des fins connaisseurs des Balkans : *Vie et mort de la Yougoslavie* (Fayard, 1992).

Mosaïque. Dans cet ouvrage de référence, *écrit en quelques mois dans le sentiment de l'urgence*, Paul Garde – mort le 27 juillet à 94 ans – revisitait l'histoire des six républiques yougoslaves au moment où la fédération implosait. Juste au début de la désintégration qui allait plonger l'espace balkani-

que dans huit longues années de guerre meurtrière, il donnait des clés pour tenter de comprendre ce qui se jouait dans cette Europe que l'on croyait loin, que l'on pensait autre. Et voyageait dans la mosaïque des langues, de la géographie, des religions et des nationalités. Sans s'ériger en expert, ni en donneur de leçon. *«Je suis linguiste et littéraire, et non pas historien, ni politologue, et encore moins journaliste*, écrivait Paul Garde en ouverture de cette *Vie et mort de la Yougoslavie. Ce livre [...] ne prétend pas apporter de découvertes, mais seulement utiliser le plus honnêtement possible les publications existantes. [...] Rien ne m'incline à une partialité envers tel ou tel de ces peuples. [...] Sympathie a priori et volonté d'objectivité ne signifient pas indifférence ou refus de prendre parti.*»

Cet ouvrage, qui venait combler un vide et remédier à l'incompréhension des Français, avait été taxé d'*«antiserbe»* par une clique refusant de voir qu'il y avait bien un agresseur et des agressés. Et son auteur bombardé en *«faussaire»*, *«politiquement analphabète»*, accusé de *«déraison»*. Paul Garde avait répondu à ces *«défenseurs de l'indéfendable»* dans un article argumenté publié en mai 1993 dans la revue *Esprit*, qui a tant fait pour sensibiliser l'opinion sur le suicide de la nation yougoslave. Au début de ces années 90, dans l'après-mur de Berlin, Paul Garde se rapproche des philosophes Alain Finkielkraut, André Glucksmann et Pascal Bruckner, des historiens Jacques Julliard, François Fejto, des militants de la cause croate et du comité Vu-

kovar. Les intellectuels sont encore une poignée, mais ils commencent à se mobiliser face à la montée des périls. A l'été 1992, la purification ethnique et les camps de sinistre mémoire sont de retour en Europe.

Fils d'un combattant de 1914, européen de cœur et de raison, Paul Garde signe des tribunes, écrits, manifestes et prend fait et cause pour la cause bosniaque. Ce spécialiste des langues slaves – qui a soutenu sa thèse sur la langue russe en 1963 – et traducteur de poésie russe (Fiodor Tiouttchev), s'engage dans une nouvelle vie après des années d'enseignement comme professeur de langues et littératures à l'université de Provence (1964-1989) ainsi qu'à Yale et à Columbia. Il est de l'aventure «l'Europe commence à Sarajevo», une liste menée par Bernard-Henri Lévy et Léon Schwartzenberg qui se fracasse aux européennes de 1994.

Humbles. Mais Paul Garde reste un universitaire de terrain, qui n'a *«jamais su faire la différence entre mission de recherche et vagabondage touristique»*. Il prend la route des Balkans à l'automne 1994. Il a 68 ans et a *«passé l'âge de jouer les Fabrice à Waterloo»*, écrit-il dans *Journal de voyage en Bosnie-Herzégovine* (la Nuée bleue, 1995). Entre Zagreb, Mostar et Sarajevo en guerre, il a besoin de retourner au contact des populations qu'il fréquente depuis près de cinquante ans. Se confronter au réel – quitte à en baver dans le tunnel sous l'aéroport de Sarajevo –, fouler les lieux, saisir les nuances. Comprendre et partager. Ses choses vues sont précieuses et humbles, loin des *«controverses parisiennes»* et du *«pèlerinage médiatique»*. Il rentrera navré de voir que la France, l'Europe, *«proclament des principes sans rien faire pour en assurer l'application»*. Et encore plus déterminé à lutter contre le *«révisionnisme, déguisé en contestation politiquement correcte d'une prétendue pensée unique»*. Un constat qui a valeur d'enseignement au moment où s'élève à nouveau des voix pour nier la réalité du génocide de Srebrenica.

ARNAUD VAULERIN